



LIVRE BLANC SUR L'ENTREPRISE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'ENTREPRISE ET DE L'INVESTISSEMENT

Mot du Président de la CAPC, Mohamed Sami Agli

Notre organisation a toujours été active et utile dans les débats sur l'entreprise et le développement économique en général. Nous avons joué notre rôle de force de propositions, nous avons exprimé notre engagement d'être un partenaire des pouvoirs publics dans tous les domaines de l'activité économique et nous assumons pleinement notre mission de promotion et de protection de l'entreprise, car nous avons la forte conviction que l'entreprise est le moteur de tout développement économique et social.

Partant de ces principes cardinaux, notre organisation a toujours œuvré pour l'émancipation de l'entreprise dans le cadre des politiques publiques de l'Etat et selon les règles de bonne gouvernance et de valeurs éthiques et morales. Nos multiples contributions au débat public sur le développement de l'entreprise et de l'économie ont toujours été imprégnées de l'objectivité dans l'analyse des situations, de la responsabilité dans la conduite de l'action et de l'écoute et le respect de toutes les parties prenantes de l'activité économique.

Notre démarche de rédiger un Livre Blanc sur l'entreprise et le développement économique procède d'une évaluation du contexte actuel et de la conjoncture qui entoure la vie des entreprises pour sortir au plus vite de la crise sanitaire et de se projeter dans un avenir de croissance dans une sérénité et un esprit de collaboration et de partage. Le développement économique est un projet sérieux pour ne pas la laisser à une catégorie d'acteurs, elle est l'affaire de tous : pouvoirs publics, entrepreneurs, société civile, partenaires sociaux, consommateurs, universitaires et experts....

Avec responsabilité nous avons le devoir de nous y engager pleinement dans ce projet.

Le livre blanc de la CAPC n'est pas un catalogue de revendications, ni un plaidoyer d'une corporation et encore moins une recherche d'un positionnement pour un accès à une ressource ou à un avantage quelconque.

Nous avons voulu, à travers ce livre blanc, mettre à plat tous les problèmes que rencontre l'entreprise mais aussi la situation de nos comptes publics, la conjoncture des marchés financiers et des matières premières et in fine les perspectives de sortie de crise. Nous avons aussi cherché à trouver les équilibres entre les attentes, les efforts et les conditions de mise en œuvre des propositions de sortie de crise.

Le livre Blanc exprime ces questions à travers les 7 parties qui le composent :

- 1. Une analyse de la situation présente de l'entreprise et de l'économie nationale dans un contexte de crise**
- 2. Les conditions préalables à un redressement rapide**
- 3. Nos ambitions en tant qu'organisation patronale ;**
- 4. Nos engagements et nos valeurs**
- 5. Nos propositions**
- 6. Nos attentes**
- 7. Les défis de l'économie et de l'entreprise.**

Le Livre Blanc de la CAPC se veut être un document de débat serein, sans polémique et sans parti pris sur l'une ou l'autre des questions proposées au débat.

Toutes les parties ont leur importance particulière et singulière, mais nous avons donné une importance majeure à la partie 5 « Nos propositions » pour signifier que les diagnostics sont aujourd'hui largement partagés et il n'y a plus de temps pour spéculer sur ces derniers qui se terminent souvent par « il n'y a qu'à ». Nous avons argumenté nos propositions, mais nous n'avons pas été exhaustifs, nous avons plutôt été sélectifs des thèmes pour montrer le caractère urgent de certaines actions et leurs impacts sur le reste des secteurs et des activités.

Ainsi, les propositions ont, dans la majorité des cas, un caractère transversal, à de rares exceptions un caractère sectoriel pour montrer le retard dans tel ou tel secteur. Les questions de gouvernance ont pris une place centrale dans le document (la transparence dans l'allocation des ressources publiques (commande publique et foncier industriel), la lutte contre les pouvoirs discrétionnaires des administrations, la discrimination des incitations, l'évaluation des politiques publiques, la simplification des procédures et la réduction des délais administratifs....)

Il y a lieu de noter que nos propositions ont été précédées par notre ambition et nos engagements et suivies par nos attentes, ceci pour montrer le caractère complet du

livre blanc et surtout l'équilibre entre les rôles et les responsabilités des différentes parties.

Enfin, nous avons accordé une place prépondérantes à quatre domaines : la sauvegarde des entreprises en difficulté, la promotion de l'investissement, la transition énergétique, l'économie numérique, le tourisme, la promotion des exportations.

Merci à tous